



COMMUNIQUE

L'extension de la politique d'austérité : Encore du moins pour la population

Le Gouvernement vient de l'annoncer : les « *opérateurs* » publics devront se soumettre à la même cure d'austérité que les administrations centrales et déconcentrées.

Il faut d'abord souligner le terme d'opérateurs en lui-même est déjà lourd de sens : il s'agit, pour ceux qui mettent cette expression en avant, de persuader l'opinion que les institutions dont il est question ne sont, au fond, que des outils chargés de la mise en œuvre de missions purement matérielles. Il n'en est rien. En fait, la plupart des établissements publics, agences, offices, groupements d'intérêt public... constituent bel et bien des entités de plein exercice de missions publiques.

C'est la politique actuelle qui cherche à tout crin à en faire des instruments de démantèlement de l'intervention publique.

En amputant leurs moyens, tant en crédits qu'en emplois, c'est une nouvelle fois, la qualité du service public qui est mis en danger et les conditions de travail qui vont se dégrader.

L'UGFF – CGT condamne donc, sans réserve, de telles perspectives. Parties intégrantes de la RGPP, elles participent tout à la fois à la réduction de l'intervention publique et à son recentrage sur les exigences du marché et de la loi du profit. C'est pourquoi, l'UGFF demande l'abandon des audits RGPP en cours conçus uniquement dans ce but.

Tout à l'inverse, l'UGFF réaffirme que ce dont notre pays et les citoyens ont besoin, c'est plus et mieux de service public pour plus et mieux de progrès pour tous.

Montreuil, le 15 décembre 2010